

Bouteflika poussé par les siens à briguer un cinquième mandat

ALGÉRIE Face à ce scénario, des intellectuels invitent le chef de l'État à se retirer en 2019

► Très diminué par l'AVC qui le frappa en 2013, le président algérien pourrait, s'il écoutait les conseils de son entourage politique, se représenter pour un 5^e mandat dans un an.
► Tentative de décryptage d'une situation opaque.

Le texte est rédigé avec politesse et déférence, les mots sont soigneusement choisis, mais, sur le fond, impossible de s'y tromper : la « lettre ouverte au président de la république M. Abdelaziz Bouteflika » signée ce 26 mai par quinze personnalités algériennes (*) exhorte celui qui occupe les fonctions présidentielles depuis... 1999 à renoncer à se représenter dans un an pour un cinquième mandat. Ce n'est pas tant l'âge du « raïs » (81 ans) qui préoccupe les signataires de l'appel, mais plutôt son état de santé. Depuis son AVC d'avril 2013, en effet, « Boutef » n'est plus que l'ombre de lui-même, se déplaçant – les rares fois qu'il se déplace – en chaise roulante et se montrant incapable de s'exprimer normalement.

« Il est de notre droit, en tant que citoyens engagés, de vous interpellier dans l'intérêt de la nation, dit notamment le texte. Les résultats de la politique qui a été menée sous votre parrainage sont, à tout le moins, loin de répondre aux attentes légitimes des Algériens. Au moment où des forces malsaines se mettent en branle pour vous indiquer le chemin du cinquième mandat, nous voulons, respectueusement mais franchement, venir vous dire l'erreur dramatique si vous deviez, encore une fois, refuser la voix de la sagesse qui interpelle chaque âme à l'heure des choix fatidiques. (...) Votre âge avancé et votre dramatique

état de santé vous commandent de ne plus vous occuper des charges de l'État bien trop lourdes. »

Si les auteurs de la lettre ouverte s'inquiètent un an à l'avance d'une éventuelle décision du président de se représenter, c'est que, comme tous les Algériens, ils voient et entendent déjà l'entourage de Bouteflika – les « forces malsaines » dans le texte – préparer le pays au caractère inéluctable d'une telle issue. Ainsi par exemple, un Djamel Ould Abbès, chef du FLN, ex-parti unique toujours au pouvoir, s'est-il pro-

noncé dès avril pour un cinquième mandat. Et l'ENTV, télévision étatique, a diffusé le 18 avril un bilan dithyrambique des dix-neuf ans de règne du « raïs ».

Il est vrai que l'homme politique, lorsqu'il accepta en 1999 l'offre présidentielle présentée par ceux que les Algériens appellent « les décideurs », avait été accueilli comme un sauveur par la population saignée par une terrible guerre civile (sans doute 150.000 morts). Et que sa « concorde civile » avait été avalisée massivement par les Algériens. Nul doute, d'ailleurs, qu'Abdelaziz Bouteflika conserve de nombreux partisans en raison de cette période qui avait permis au pays de respirer, fût-ce au prix de l'impunité pour les

assassins, islamistes extrémistes ou membres de forces de sécurité.

Mais la moitié des 38 millions d'Algériens a moins de 30 ans. Cette génération n'a connu que l'actuel pensionnaire du palais d'El-Mouradia. Peu d'Algériens, à lire les réseaux sociaux, semblent penser qu'un changement politique pourrait surgir avant longtemps.

« Son état physique est si précaire qu'aucun parti

n'en ferait un candidat à une municipalité » ABED CHAREF JOURNALISTE

« Les Algériens sont littéralement tétanisés par le sort du chef de l'État, dont tout semble dépendre, observait le journaliste Abed Charef sur le site middleeasteyes.net le 28 février dernier. Qu'il soit candidat à sa propre succession, et la présidentielle de 2019 perd tout son sens. Qu'il ne soit pas candidat, et beaucoup de pistes s'ouvrent, même si une large partie de l'opinion pense que le pouvoir va réussir à imposer son propre candidat. »

C'est la notion même du pouvoir qui se trouve en jeu. Et l'éternelle question de se reposer : qui gouverne l'Algérie ? Question qui a pris une acuité singulière depuis que la tête de l'État, son président, semble terriblement diminuée. « Son état physique est si précaire que n'importe quel constitutionnaliste prononcerait son incapacité à exercer ses fonctions, et aucun parti fonctionnant normalement n'en ferait un candidat à une municipalité » : le verdict d'Abed Charef est implacable.

Alors les Algériens restent réduits aux conjectures. Aux improbables supputations sur l'identité des vrais décideurs qui tirent les ficelles dans l'ombre d'une classe politique confinée à jouer le jeu de rôle qui lui est dévolu. Qui sont-ils ? Des clans ? Des groupes mafieux ? L'armée ? Les services secrets de celle-ci ? La maladie de Bouteflika n'a pas levé l'opaque écran de fumée, elle l'a épaissi. ■

BAUDOIN LOOS

(*) Parmi les signataires, on trouve la constitutionnaliste Fatma Benabbou, l'ex-Premier ministre Ahmed Benbitour, le président de parti Soufiane Djilali ou l'écrivain Yasmina Khadra.

RÉPRESSION

Un blogueur condamné à 10 ans de prison

Un blogueur algérien, condamné jeudi en Algérie à 10 ans de prison ferme par le tribunal criminel de Béjaïa (260 km à l'est d'Alger) pour intelligence avec une puissance étrangère après avoir publié un entretien avec un diplomate israélien, a fait appel du verdict, a annoncé l'un de ses avocats. Mourzag Touati (photo DR), 30 ans, incarcéré depuis son arrestation en janvier 2017, « clame son innocence car il n'a fait qu'utiliser ses droits garantis par la Constitution », a expliqué l'avocat. Il lui était reproché ses contacts avec un porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, avec lequel M. Touati avait publié un entretien par vidéoconférence sur son blog. Le Parquet avait requis la prison à perpétuité. (afp)